



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 06/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NEXSTONE**

1 rue du Colonel Avia  
75015 Paris

Références : 2026/01-02  
Code AIOT : 0006800226

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté Sauterne 2 31420 Aurignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE
- Sauterne 2 31420 Aurignac
- Code AIOT : 0006800226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nexstone est autorisée à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la

commune d'Aurignac pour une durée de 30 ans. L'autorisation d'exploiter est actuellement en cours de renouvellement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière d'Aurignac répond globalement à la réglementation. L'exploitant doit cependant apporter les justifications nécessaires sur certains point et notamment la stabilité des verses à stériles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Abattage à l'explosif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.  L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a expliqué que le plan de forage était réalisé en interne et que le plan d'amorçage était réalisé par Titanobel. Les tirs sont effectués par Titanobel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant précisera sous un délai d'un mois qui valide le plan de tir final et son niveau de formation pour pouvoir effectuer cette validation.  De plus l'exploitant devra préciser comment sont prises en compte les annotations du foreur dans le plan de tir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.  L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.  Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;</li> <li>- à la récupération et au traitement des lixiviats ;</li> <li>- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.</li> </ul> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

<b>Constats :</b>
Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de vers de stériles d'une quinzaine de mètres de hauteur n'apparaissant pas dans le plan de gestion de déchets de novembre 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit modifier son plan de gestion des déchets pour intégrer les stockages manquants. Il doit également étudier leur stabilité à court, moyen et long terme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Front d'abattage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.</p> <p>Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b>
Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de vers de stériles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant doit vérifier la stabilité des stockages de stériles effectués en verse sur son site.</p> <p>Cette vérification de stabilité prendra en compte le comportement des eaux de ruissellement sur et à travers ces vers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Empoussièrement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a expliqué effectuer une surveillance des retombées de poussières autour de son site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet sous un délai d'un mois une copie de son plan de surveillance des émissions de poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Empoussièrement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des</p>

installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de jauges Owen en bordure de site. L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de mesures de 2024 et 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Empoussièrement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.  La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.  Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de station météo propre au site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit préciser la station météo de référence qu'il utilise pour les mesures de retombées de poussières.  Sa représentativité doit être justifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois